

Mêmes droits et libertés

Article 2

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.
2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Michel Tubiana

Président d'honneur de la LDH.

On le sait, à la suite d'un article 1 vient un article 2 ! La DUDH n'échappe pas à la règle et après avoir posé, en préliminaire, que « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* », une seconde disposition vient expliciter ce principe. Pourtant, l'affirmation de l'égalité par nature de tous les êtres humains semble assez forte pour qu'elle n'ait pas besoin d'être explicitée. Si tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, quelle est l'utilité de préciser que « *chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation* » ?

L'Histoire nous apprend que l'affirmation d'un principe ne suffit pas pour que certains ne trouvent pas le moyen d'en relativiser les applications. Si la déclaration des droits de l'Homme de 1789 énonce elle aussi l'égalité des hommes, la Révolution française s'est empressée d'en limiter l'application à la moitié de l'humanité puisque les femmes seront exclues d'une grande partie de ses dispositions, comme les Noirs quelques années plus tard lorsque l'esclavage sera rétabli par Bonaparte... Autrement dit, cette première partie de l'article 2 de la DUDH détaille une des conséquences du principe contenu dans l'article premier : l'interdiction de toutes discriminations. Si plusieurs situations sont ainsi envisagées, le sexe, la langue, la race, etc., les rédacteurs sentent bien qu'écrivant pour l'avenir, ils ne peuvent tout envisager (par exemple, ils ignoraient les possibilités de discriminations issues de tels ou tels traits génétiques) ou encore

mettent quotidiennement aux victimes de demander justice. Le second alinéa de cet article 2 est plus daté. Il interdit de faire une distinction dans l'exercice des droits et des libertés garantis par la DUDH « *fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté* ». Nous sommes en 1948, et nombre de pays sont encore colonisés. L'époque des indépendances s'ouvre à peine (l'Inde vient d'acquiescer la sienne) ; l'Afrique, les pays arabes, une grande partie de l'Asie sont encore sous domination coloniale. S'agissant d'une déclaration concer-

nant les individus et non les peuples, il importait de rappeler qu'aucune situation collective ne pouvait conduire à nier ou même à restreindre les droits de chacun. Le discours du « *bon sauvage* » qui ne pouvait donc bénéficier de tous les droits parce que non civilisé et qu'il fallait éduquer avant qu'il jouisse de ses droits devenait irrecevable alors qu'il était jusqu'à le discours dominant qui servait de caution à l'emprise d'un peuple sur un autre. Si le droit à l'autodétermination des peuples et à leur indépendance ne sera consacré que plus tardivement par les Nations unies, nul doute que la reconnaissance d'une égalité des droits entre chaque individu, fût-il colonisé, a grandement contribué à l'émancipation des peuples,



tant l'affirmation de ce principe venait heurter de plein fouet les mécanismes coloniaux. Comment la France, et il n'en est pas autrement de la Grande-Bretagne ou des autres puissances coloniales, pouvait-elle proclamer l'égalité des droits de tous les membres de la famille humaine et maintenir des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans des situations juridiques inférieures ? La contradiction éclatait alors au grand jour et devenait vite insupportable. Pour être daté, cet alinéa de l'article 2 reste encore aujourd'hui d'actualité, non seulement dans certaines régions du monde où persiste l'occupation d'un peuple par un autre, mais aussi à l'égard des minorités nationales dont les droits sont trop souvent méconnus. Au total, les dispositions de l'article 2 constituent un complément indispensable au principe énoncé dans l'article 1. Elles illustrent concrètement ce qu'implique l'unicité de l'humanité. Postuler, en effet, la liberté et l'égalité en droits de tous les êtres humains interdit une quelconque hiérarchie, comme cela interdit à chaque Etat et à chaque collectivité de mettre en œuvre des législations discriminatoires. C'est en vertu de ses dispositions que l'on a pu mener une politique active pour combattre le racisme et l'antisémitisme ou en faveur de l'égalité hommes/femmes. Même si l'on est encore loin d'une application universelle de ces principes et qu'il reste beaucoup à faire – c'est en fait un combat permanent et sans cesse renouvelé –, leur reconnaissance a permis d'importants progrès dans la vie quotidienne de centaines de millions d'individus. ●